

MOLNÁR, Miklós. *La démocratie se lève à l'Est, Société civile et communisme en Europe de l'Est*. Pologne et Hongrie. Paris Presses universitaires de France, 1990, 387p.

Paul Pilisi

Volume 22, numéro 1, 1991

XX<sup>ème</sup> anniversaire d'*Études internationales*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702816ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702816ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1991). Compte rendu de [MOLNÁR, Miklós. *La démocratie se lève à l'Est, Société civile et communisme en Europe de l'Est*. Pologne et Hongrie. Paris Presses universitaires de France, 1990, 387p.] *Études internationales*, 22(1), 205–207. <https://doi.org/10.7202/702816ar>

Le livre de M. Lucas fournit une synthèse très claire sur l'environnement politique et stratégique qui a produit le traité INF. Il établit l'importance du rôle de l'URSS dans l'amorce de cette transformation, il démontre la plus grande souplesse des pays d'Europe occidentale, et surtout de l'Allemagne, pour en percevoir les opportunités et en tirer bénéfice avant l'Amérique. Mis sous presse pendant l'été 1989, l'ouvrage de M. Lucas n'a pas été contredit par le flot d'événements qui devait à l'automne suivant balayer l'Europe orientale.

Jean-René CHOTARD

*Département de sciences humaines  
Université de Sherbrooke, Canada*

MOLNÁR, Miklós. *La démocratie se lève à l'Est, Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*. Paris Presses universitaires de France, 1990, 387p.

Les événements et changements accélérés et irréversibles qui se déroulent dans les pays de l'Est remettent en question non seulement une partie des publications antérieures mais aussi l'actualité des analyses objectives récentes. Dans ce processus de transformation et de dépassement tumultueux, M. Molnár fixe les objectifs de son essai dans ces termes : «Notre analyse s'arrête là où une époque de plus de 70 ans touche à sa fin».

Avec l'effritement du Parti-État, ayant «avalé» les «corps intermédiaires» et la société entière, on assiste, dans ces pays à la renaissance de la société civile. L'hypothèse de base, à la lumière de faits, est le constat d'échec du modèle imposé par l'URSS à ses satellites dont les partis communistes ont totalement perdu l'appui de la société civile. Ces partis, en abandonnant leurs noms res-

pectifs, leurs prérogatives, deviennent des figurants, objets d'ironie et de vexations dans les paysages politiques. Partout, la société civile apparaît comme la seule force politique capable d'assurer les transformations démocratiques. Ces transformations visibles et évidentes, au niveau politique, se heurtent, à des degrés différents suivant les pays, aux appareils administratifs et économiques hérités de régimes communistes. Au même chapitre, les liens économiques et commerciaux qui existaient entre les pays de l'Est et l'URSS continuent à peser dans la restructuration de ces pays lourdement endettés. (Par exemple, 85 % de l'approvisionnement énergétique de la Hongrie devrait être fourni par l'Union soviétique.) À court terme, les problèmes internes graves de ce pays, en état de dislocation, sont susceptibles de provoquer des effets imprévisibles et néfastes dans les pays de l'Europe centrale et orientale.

À l'exception de la révolution romaine, les révolutions «tranquilles» survenues dans ces pays sont de nature différente mais leur dénominateur commun s'exprime dans la mobilisation de la société civile. L'essai propose l'analyse des voies polonaise et hongroise, lesquelles ont préparé le chemin pour les autres pays.

Le premier chapitre consacré aux avatars de la société civile remontant jusqu'à Locke, expose les idées des architectes de l'utopie où «l'État et la société civile feront un seul tout» (p. 31). L'unité de ce tout souhaité par Marx, réalisé par Lénine et perfectionné par Staline avait abouti à la disparition de l'État de droit et à l'absorption de la société civile par le Parti-État. Le «Regard sur le passé russe et centre-européen dresse un tableau historique des particularités et des clivages des sociétés russe, polonaise et hongroise eu égard aux associations. La statique des associations de Hongrie identifiait en 1937 quelque 16 747 associations, cercles, clubs, etc. (p. 51). L'imposition du modèle soviétique, anéantissant toute forme de

liberté, a été ressentie et vécue par les sociétés de l'Europe centrale et orientale comme une catastrophe nationale.

«La mort d'une société», titre du deuxième chapitre évoque, depuis Yalta, les étapes de l'agonie de la société civile jusqu'au coup de grâce administré par les partis communistes en 1948. La démocratie populaire remplit désormais la fonction de la dictature du prolétariat.

Le troisième chapitre intitulé «Entre réforme et révolution : les modèles d'action» met en relief les contestations des régimes de type soviétique. Le «modèle insurrectionnel» hongrois de 1956 reste un phénomène unique marqué, entre autres, par le nom d'Imre Nagy. En même temps, Gomulka en Pologne, réussira, pendant plus d'une décennie, à établir un consensus fragile en fonction des réformes promises. Cependant, le «printemps de Prague» de 1968 signifie le dégel de tentatives de réformes. Dans les deux cas, le résultat restera le même : le régime de socialisme réel est «incapable d'enjamber sa propre ombre» (p. 205). D'une part, le mouvement solidarité polonais survivra au sein de la société civile et le «socialisme de goulash» à la hongroise avait fini sa course vers la fin de la décennie quatre-vingt. Dans ces deux pays, l'existence même du socialisme réel était en jeu. Les partis communistes hongrois et polonais, malgré les concessions socio-économiques culturelles ou religieuses, n'ont pas pu surmonter la cassure de 1956 entre le Parti-État et la société civile.

Le quatrième chapitre analyse les rapports et interactions entre les «partenaires-ennemis» impliquant les groupes et classes sociales de la société civile, les Églises, le «phénomène Solidarnosc» et les métamorphoses des partis communistes respectifs. Le titre du quatrième chapitre «Les partenaires ennemis» évoque à la fois les difficultés d'application de la notion classique de classe sociale à l'analyse des sociétés de l'Est. Suite à l'absorption des corps intermédiaires

par le Parti-État, seules la famille et la vie spirituelle avaient pu échapper au quadrillage omniprésent.

«La société semblait être littéralement coupée en deux, entre la classe politique détentrice de tous les pouvoirs et la société civile réduite à sa plus simple expression» (p. 212). À côté de la «première société», englobant les membres de la nomenklatura du Parti-État, il existait une «deuxième société», où la classe ouvrière, théoriquement titulaire du pouvoir, peut être considérée comme la catégorie sociale la plus spoliée et défavorisée. En Hongrie et en Pologne tout comme en Tchécoslovaquie, les intellectuels ont joué un rôle déterminant dans le processus de réveil de la société civile. Le rôle de l'Église, tout particulièrement en Pologne, et l'émergence du phénomène «Solidarnosc» avaient contribué à la consolidation du processus. Les intellectuels non-conformistes, à travers les œuvres littéraires légales ou illégales, les films et les études sociographiques retirent le voile sur les réalités de la «deuxième société». En même temps, les scandales, les corruptions tumultueuses, le train de vie luxueux d'une partie de la «première société» seraient de plus en plus connus par les sans partis. En outre, avec la législation de la «deuxième économie» (marché noir) hongroise, dès le début de la décennie quatre-vingt, les citoyens avaient la possibilité de comparer sur place l'inefficacité de la «première économie» (socialiste) au rendement exceptionnel du secteur privé.

L'émergence des associations au sein de la société civile exercera des effets néfastes sur les partis communistes. Les communistes hongrois et polonais quittent les rangs massivement et, à l'heure actuelle, la débandade devient irréversible.

Enfin, le cinquième chapitre brosse un tableau des «espaces libérés», de la famille, de la société des Églises et pose une interrogation pertinente : comment sortir de la crise économique ?

La conclusion présume la débâcle du communisme et met en évidence la renaissance de la société civile, laquelle dans ces pays est le «pouvoir qui arrête le pouvoir». Il convient de souligner avec insistance la valeur documentaire de l'essai et surtout la vigueur scientifique et l'analyse objective des faits.

Paul PILISI

*Département des sciences humaines  
Université du Québec à Chicoutimi*

MULLER-ROMMEL, Ferdinand (Ed.). *New Politics in Western Europe: The Rise and Success of Green Parties and Alternatives Lists*. Boulder (Col.), Westview Press. Coll. «New Directions in Comparative and International Politics», 1989, 238p.

L'arrivée des partis «Verts» a profondément bouleversé la donne politique ouest-européenne. Celle-ci s'organisait selon un axe droite-gauche qui recouvrait, peu ou prou, les oppositions entre partis ouvriers et partis bourgeois, partis progressistes et partis conservateurs, partis socialistes et partis capitalistes. Malgré la pluralité des organisations, l'univers partisan était bi-partitionné. Cette schize était organisatrice de la réalisation politique des clivages de classe, religion et région dont Lipset et Rokkan<sup>1</sup> avaient montré la pertinence.

Les Verts entrent mal dans cette mécanique. Héritiers des mouvements sociaux des années soixante et soixante-dix, leur opposition à la croissance et leur dévouement à la protection de l'environnement les placent en opposition à la fois aux partis de gauche et à ceux de droite. S'agit-il d'efforts marginaux pour déplacer une coupure dont l'histoire a démontré la pesanteur ? Sont-ils, au contraire, les signes d'une transformation en profondeur des modes d'organisation

de la demande politique ? Sont-ils les porteparole de cette «révolution silencieuse» post-matérialiste dont a traité R. Inglehart ?<sup>2</sup>

Le directeur de cet ouvrage, tout en penchant vers cette dernière hypothèse, estime qu'une réponse convaincante ne peut se borner au seul cas ouest-allemand, bien qu'il soit le plus connu. Si une «révolution des valeurs» est en train de se dérouler en Europe, elle ne peut qu'être supra-nationale. L'objet de ce livre est d'abord cette étude comparative des partis «écologistes».

Le cœur de l'ouvrage se compose de 12 études nationales et d'un chapitre sur le comportement des Verts au Parlement européen. Chacun reprend le même plan : historique du (ou des) parti(s), support électoral, structure organisationnelle, profil du programme et perspectives futures. Cette organisation facilite évidemment le travail comparatif, mais elle risque d'être répétitive et ennuyeuse. Heureusement, comme chaque chapitre a été confié à un auteur différent, spécialiste du pays en question, l'individualité des styles compense l'uniformité des structures. Une présentation théorique et deux chapitres comparatifs complètent le livre.

Le portrait global se détache avec assez de netteté. Les divers partis rassemblent des membres jeunes, éduqués, urbains et cols blancs. Leurs militants centraux ont le plus souvent été formés depuis le milieu des années soixante dans l'opposition extra-parlementaire. Ils en ont conservé une certaine méfiance à l'égard des structures trop rigides et des machines électorales, cela leur occasionne parfois des difficultés sur la scène politique, ce qui ne les empêche pas de récolter jusqu'à 12 % des votes. Il est évident

1. Dans leur essai «Cleavage Structures, Party Systems and Voter Alignments: an Introduction», dans S.M. LIPSET et S. ROKKAN (eds) *Party Systems and Voter Alignments*, New York: Free Press, 1967.
2. R. INGLEHART, *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977.